

ARRÊTÉ
portant mise en demeure de respecter des prescriptions applicables
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société GURDEBEKE SA à LIHONS

LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination du M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016, modifié, relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux et notamment les articles 11.1, 11.2 et 22 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 27 mars 2006 à la société GURDEBEKE SA, dont le siège social est situé 65 boulevard Carnot à NOYON (60 400) pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de LIHONS (80 320) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire autoportant délivré le 8 août 2018 à la société GURDEBEKE SA portant modification des installations ;

Vu l'arrêté préfectoral portant mesures d'urgence délivré le 21 mai 2021 à la société GURDEBEKE SA et notamment l'article 2 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 29 mai 2024 transmis à l'exploitant par courriel du 3 septembre suivant conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 10 septembre 2024 reçu le 13 septembre suivant ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai imparti dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite d'inspection du 29 mai 2024 réalisée sur le site précité et à la suite de celle-ci, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

- l'exploitant a montré un tableau pour les mois d'avril et mai 2024 de suivi des hauteurs topométriques des lixiviats pour les casiers 16, 17, 18 et 19. Ces hauteurs maximales sont de faits supérieures à 30 cm au point bas du fond des casiers.
- l'exploitant n'a pas été en mesure de montrer la hauteur des lixiviats pour le casier 20 en cours d'exploitation.
- l'exploitant ne dispose pas de document de suivi des hauteurs maximales de lixiviats au point bas des casiers 16, 17, 18, 19 et 20 pour l'année 2023.

Ces faits sont non-conformes à l'alinéa 5 de l'article 11.1 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé.

- un des quatre bassins de stockage des lixiviats ne disposait pas de clôture sur tout son périmètre.
- quatre bassins sur cinq de stockage des lixiviats ne disposaient pas d'échelle.
- aucune signalisation des risques et des équipements de sécurité obligatoires n'était mise en place.
- quatre bassins de stockage des lixiviats ne disposaient pas de repère visible en permanence et positionné en paroi interne du bassin matérialisant les volumes de réserve.

Ces faits sont non-conformes aux alinéas 2, 3 et 4 de l'article 11.2 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé.

- l'exploitant ne relève pas la hauteur de lixiviats dans le puits de collecte du casier 20 en cours d'exploitation.
- l'exploitant ne relève pas les hauteurs de lixiviats dans les cinq bassins de collecte.
- les deux compteurs permettant de relever les lixiviats pompés dans les casiers mentionnent des chiffres identiques depuis décembre 2023. L'exploitant précise que les compteurs sont hors service depuis décembre 2023. L'exploitant ne relève pas les volumes de lixiviats pompés mensuellement.

Ces faits sont non-conformes au II de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé.

- des lixiviats à même le sol ont été constatés dans la zone où sera aménagé le casier 21 en provenance du casier 16. L'exploitant précise avoir mis en oeuvre un bassin en argile afin de stocker ces lixiviats.

Ces faits sont non-conformes à l'article 2 de l'arrêté préfectoral portant mesures d'urgence du 21 mai 2021 susvisé.

2. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement et en particulier la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique, la protection de la nature, la protection de l'environnement et la protection des paysages ;

3. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société GURDEBEKE SA de respecter les dispositions de l'alinéa 5 de l'article 11.1, des alinéas 2, 3 et 4 de l'article 11.2, du II de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé, et les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral portant mesures d'urgence du 21 mai 2021 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1. – OBJET

La société GURDEBEKE SA sise à l'Ecopole Carimara à LIHONS (80320) est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2. – EXIGENCES RELATIVES A LA COLLECTE ET AU TRAITEMENT DES LIXIVIATS

Dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'alinéa 5 de l'article 11.1 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé qui prévoit que : *« Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé. »*

ARTICLE 3. – EXIGENCES RELATIVES A LA COLLECTE ET AU TRAITEMENT DES LIXIVIATS

Dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions des alinéas 2, 3 et 4 de l'article 11.2 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé qui prévoit que : *« Le bassin de stockage des lixiviats est équipé des dispositifs dédiés nécessaires au relevage des lixiviats. Cette capacité intègre un volume de réserve qui n'est utilisé qu'en cas d'aléa. Un repère visible en permanence positionné en paroi interne du bassin matérialise le volume de réserve. La zone des bassins de stockage des lixiviats est équipée d'une clôture sur tout son périmètre. L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants : [...]une échelle par bassin ; une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires. »*

ARTICLE 4. – CONTRÔLE PERIODIQUE EN COURS D'EXPLOITATION

Dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions du II de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé qui prévoit notamment que : *« L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois :*

- *le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ;*
- *la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ;*
- *dans le cas d'une collecte non gravitaire des lixiviats, l'exploitant relève une fois par mois les volumes de lixiviats pompés. »*

ARTICLE 5. – CONTRÔLE PERIODIQUE EN COURS D'EXPLOITATION

Dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral portant mesures d'urgence du 21 mai 2021 qui prévoit notamment que : *« Les travaux de reprise du casier C16 font l'objet d'un protocole établi par l'exploitant. Ce protocole décrit à minima les éléments suivants :*

1) *Évaluation de l'état général du casier C16, incluant :*

- *l'intégrité du flanc et de la barrière de sécurité active ;*
- *l'estimation de l'étanchéité globale ;*
- *l'évaluation de la hauteur de lixiviats au point bas du fond du casier ;*

2) *Dossier décrivant les solutions techniques à mettre en place pour assurer le pompage des lixiviats du casier. Ce dossier décrira notamment :*

- *les étapes à réaliser pour mettre en œuvre les solutions choisies ;*

- les éléments mis en place pour garantir le maintien des dispositifs de gestion des lixiviats pendant la durée des travaux ;
- les contrôles à réaliser pour s'assurer de la bonne réalisation des travaux.

Ce protocole sera transmis à l'inspection des installations classées dans les 15 jours qui suivent la signature du présent arrêté.

La réalisation des travaux conformément au protocole susvisé fait l'objet d'un contrôle réalisé par un organisme tiers, indépendant de l'exploitant. Il comprend également les justificatifs de remise en état des zones ayant servi à stocker temporairement les lixiviats (hors casier).

Le rapport de contrôle est transmis à l'inspection des installations classées accompagné des commentaires de l'exploitant. »

ARTICLE 6. – SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 2, 3, 4 et 5 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 7. – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans la Somme, pour une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 8. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier – 80000 Amiens, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification.

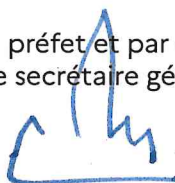
Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 9. – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GURDEBEKE SA.

Amiens, le 21 OCT. 2024

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général,



Emmanuel MOULARD